Réciprocité avec les Etats-Unis-Motion-	
"Qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général, priant qu'il lui plaise de soumettre devant la Chambre toute correspondance, dépêches et papiers en rapport aux négociations avec le gouvernement des États-Unis pour un traité de Réciprocité commerciale."—M. Plumb	641
Résolu que les débats soient ajournés	643
Bills Privés—	
M. Irving—Pour incorporer la société permanente de construction de Manitoba et du Nord-Ouest. M. Desjardins—Pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord de Montréal. M. Desjardins—Pour incorporer la compagnie du Pont du St. Laurent. M. Dewdney—Pour incorporer une compagnie à l'effet de construire, possèder et faire fonctionner un chemin de fer depuis la Rivière-Rouge, dans la province de Manitoba, jusqu'à un point dans la Colombie-Anglaise, sur l'océan Pacifique. M. Maclennan—Pour incorporer l'association canadienne des consommateurs de vapeur—M. Jones (Halifax)—Pour incorporer la compagnie des steamers anglofrançais. M. Desjardins—Pour incorporer la compagnie Nationale d'Assurance.—M. Cameron (Ontario)—Pour incorporer la compagnie various en canadienne d'éclaimes en compagnie consodienne d'éclaimes en compagnie des sur la compagnie consodienne d'éclaimes en compagnie des sur la compagnie des compagnies en compagnie	<i>6</i> 49
pagnie canadienne d'éclairage au gaz	643
Ecoles du Nouveau-Brunswick—Reprise des débats ajournés sur la motion de M. Costigan—	
"Pour une adresse à Sa Majesté au sujet de la loi concernant les écoles communes, adop- tée par la législature locale du Nouveau-Brunswick, en 1871, demandant qu'il soit passé un acte faisant certains amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867."	644
Motion en amendement—	
"Que tous les mots après "Que" dans la motion principale, soient omis, et les suivants substitués:—'Dans l'opinion de cette Chambre, une législation par le parlement du Royaume-Uni empiétant sur aucuns des pouvoirs réservés à aucune des provinces par l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, serait une infraction à la Constitution Provinciale, et que ce serait impropre et rempli de dangers pour l'autonomie de chacune des provinces, pour cette Chambre d'inviter une telle législation."—L'honorable M. Mackenzie.	646
Motion en amendement à l'amendement-	
"Que le 29e jour de mai 1872, la Chambre des Communes adopta la résolution suivante : "Cette Chambre regrette que l'acte des écoles récemment passé dans le Nouveau-Brunswick, cause du mécontentement à une partie des habitants de cette province, et espère qu'elle sera amendée, durant la prochaine session de la législature du Nouveau-Brunswick, de manière à faire disparaître les justes sujets de mécontentement qui existent maintenant. "Que cette Chambre regrette que l'espoir exprimé dans la dite résolution n'ait pas été	
réalisé. 'Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Très Gracieuse Majesté la Reine embrassant cette résolution, et priant Sa Majesté de vouloir bien gracieusement user de son influence vis-à-vis la législature du Nouveau-Brunswick pour obtenir telle modification	
du dit acte qui aura pour effet de faire disparaître la cause du mécontentement en question."—L'hon. M. Cauchon	648
Motion que les débats soient ajournés—M. Costigan	649 649
Après débats, la Chambre se divise sur l'amendement à l'amendement, qui est résolu dans l'affirmative—114 pour, 73 contre	668
La Chambre se divise sur l'amendement tel qu'amendé, qui est déclaré	
résolu dans l'affirmative—121 pour, 61 contre	669
déclarée résolue dans l'affirmative—119 pour, 60 contre	670
Majesté la Reine	671